

Web conférence

ECO

ÉTUDES ÉCONOMIQUES GROUPE

CA CRÉDIT AGRICOLE
LOIRE HAUTE-LOIRE

26 mai 2020 - 18h00 / 19h00

UN CHOC INÉDIT : NOS PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

GÉRARD OUVRIER-BUFFET, ISABELLE JOB-BAZILLE
& PIERRE BENADJAUD

Web conférence
ECO



Web conférence

ECO

ÉTUDES ÉCONOMIQUES GROUPE



CRÉDIT AGRICOLE
LOIRE HAUTE-LOIRE

COVID-19, UN CHOC SANS PRÉCÉDENT

1 | UN TRIPLE CHOC

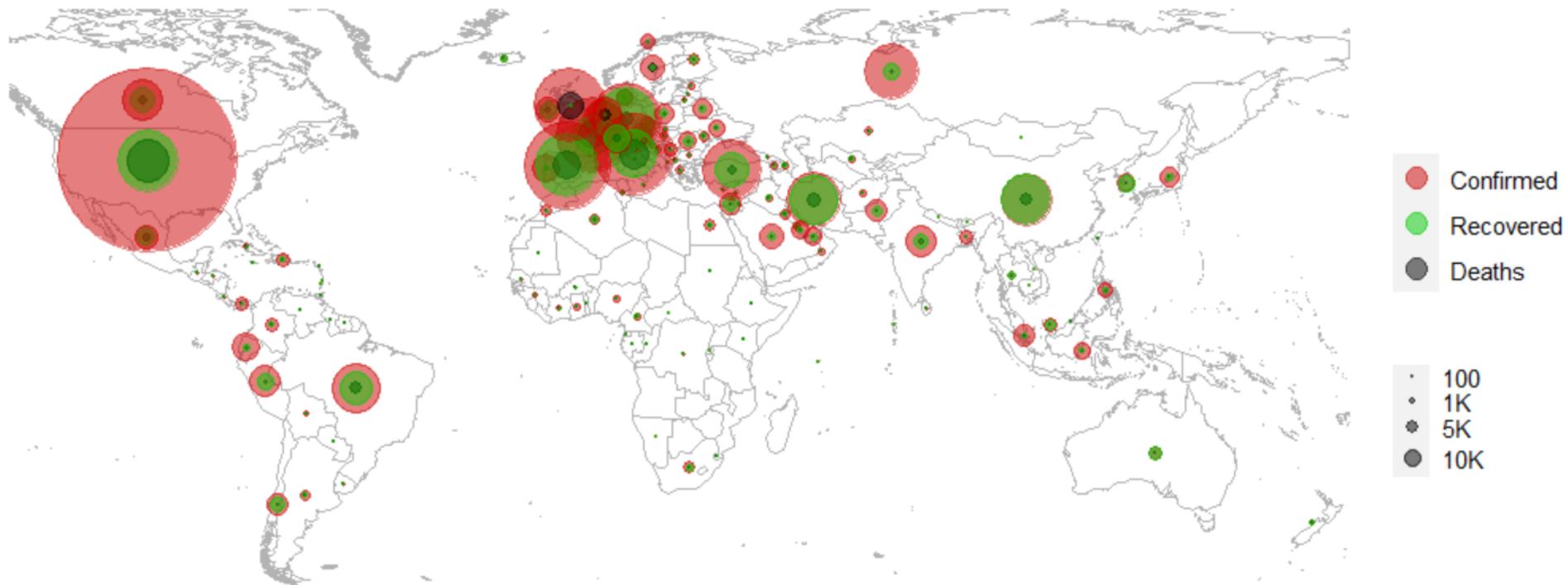
2 UNE RÉPONSE RAPIDE ET
MASSIVE

3 LA FRANCE FACE À LA CRISE



1

UNE CRISE SANITAIRE UNE ÉPIDÉMIE PARTIE DE CHINE



UNE CRISE ÉCONOMIQUE

UNE MISE À L'ARRÊT VOLONTAIRE DE L'ÉCONOMIE

Un choc de demande

- ❑ Restriction de consommation avec la fermeture des commerces
- ❑ Ralentissement de la demande mondiale (recul de la demande adressée & chute des exportations)
- ❑ Chute de la confiance des ménages



- ❑ Report des achats de biens d'équipements et de biens durables
- ❑ Epargne « forcée » et de précaution (peur du chômage notamment)
- ❑ Pause de l'investissement et des créations d'emplois
- ❑ Comportement attentiste des agents

Un choc d'offre

- ❑ Pans entiers de l'économie mis à l'arrêt (commerce, restauration, activités récréatives, ...)
- ❑ Limitation de l'offre de travail suite aux mesures de confinement
- ❑ Rupture des chaînes de valeur et problème d'acheminement des biens
- ❑ Fermetures des usines (PSA, Renault, ...)



- ❑ Dégradation des marges, problèmes de trésorerie, notamment pour les PME
- ❑ Hausse des faillites (écrémage des entreprises dites « zombie »)
- ❑ Hausse du chômage (fonction du degré de flexibilité du marché du travail et des mesures de chômage partiel)

1

UNE CRISE ÉCONOMIQUE

MISE À L'ARRÊT VOLONTAIRE DES ÉCONOMIES

L'ampleur du choc en quelques chiffres

-3%

Baisse historique du PIB mondial (FMI)

- Recul du PIB ~ 5% aux USA, 26 millions de nouveaux chômeurs en 1 mois
- Croissance chinoise fortement ralentie à 2%

-13%

Chute du commerce mondial (OMC)

- Paralysie du trafic aérien de passagers
- Transport maritime en fort repli (hors tankers)
- Effondrement du prix du pétrole

+25%

Hausse des faillites (estimations Coface)

- +15% en France, +18% en Italie versus +39% aux USA
- Fragilisation du tissu des PME surtout au moment du redémarrage
- Ecrémage des entreprises dites « zombie »

UNE CRISE ÉCONOMIQUE

UN IMPACT HÉTÉROGÈNE SUIVANT LES SECTEURS

Impacts sectoriels de la crise du Coronavirus

5: Sévère

4: Majeur

3: Significatif

2: Modéré

Hôtellerie - Tourisme

- Fermeture des établissements de tourisme (hors hôtels) à minima jusqu'au 11 mai 2020.
- Effondrement des nuitées hôtelières de 90%.
- Fort recours au chômage partiel et impact très fort sur saisonniers.

Automobile

- Recul de production -28% au T1 et -58% au T2 en Europe.
- PSA et Renault perdent plus de 300 M€/semaine et 30 à 50% des fournisseurs de rang 2 en danger d'insolvabilité

Commerce non alimentaire, Textile

- Magasins non alimentaires fermés, faible report de leurs ventes sur e-commerce en France.
- Circuits longs déstabilisés, surstocks + difficultés de réassort en S2 (textile).

Transport aérien

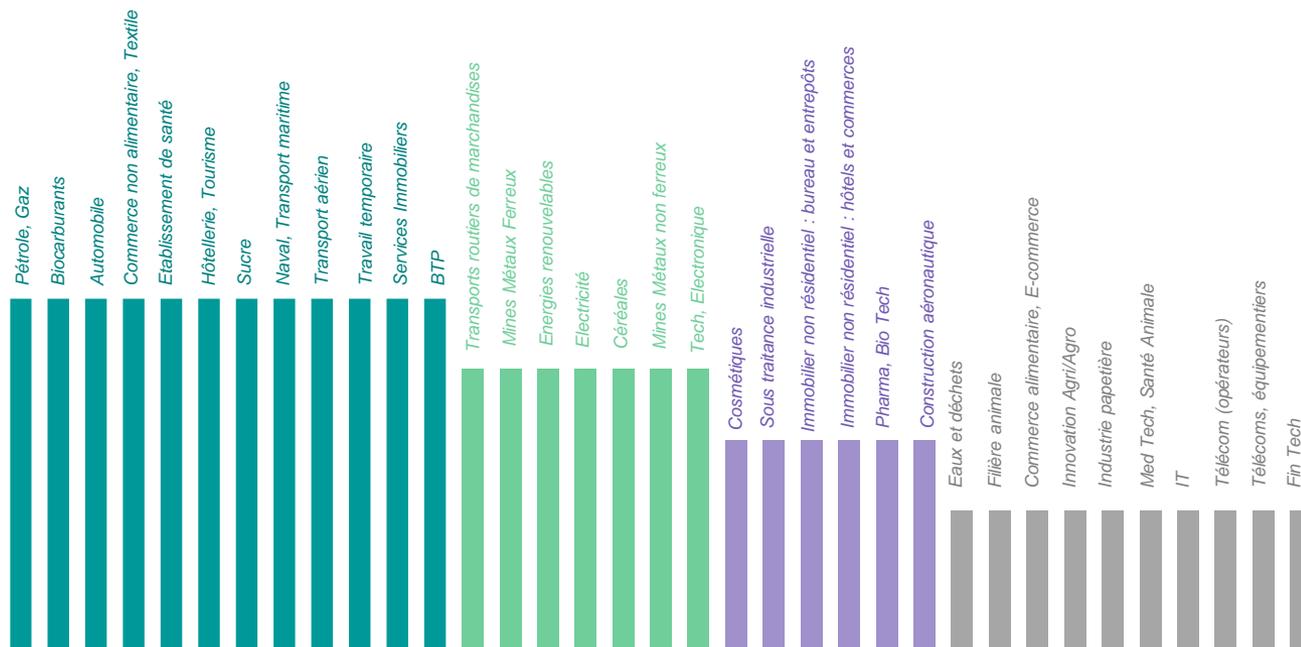
- Flotte mondiale parquée à 60% et baisse du trafic passager de 59% en mars.
- Vols internationaux interrompus à 90%, le déplacement de la pandémie impactant l'ensemble des zones géographiques.

BTP

- En Europe et USA, arrêt des chantiers de BTP par mesure de sécurité sanitaire.

Pétrole, Gaz

- Baisse de la consommation de pétrole entre 20 et 30% et réductions d'investissement de 30% suite au Covid-19.
- Le risque le plus important à CT est la saturation des stockages.

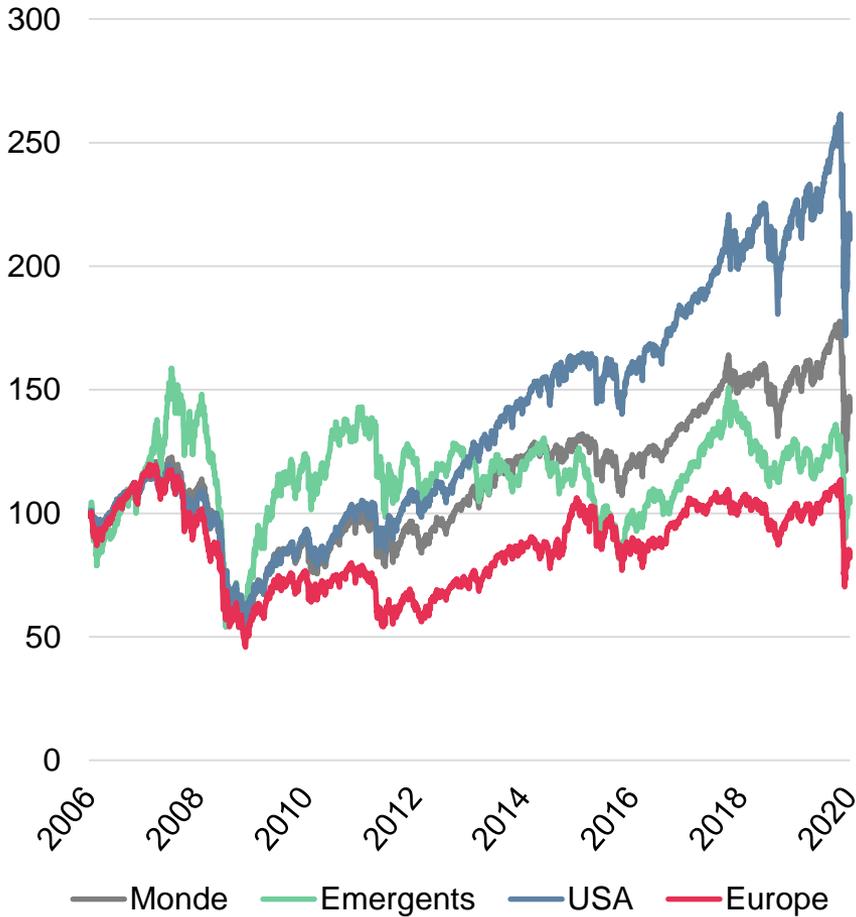


1

UNE CRISE FINANCIÈRE

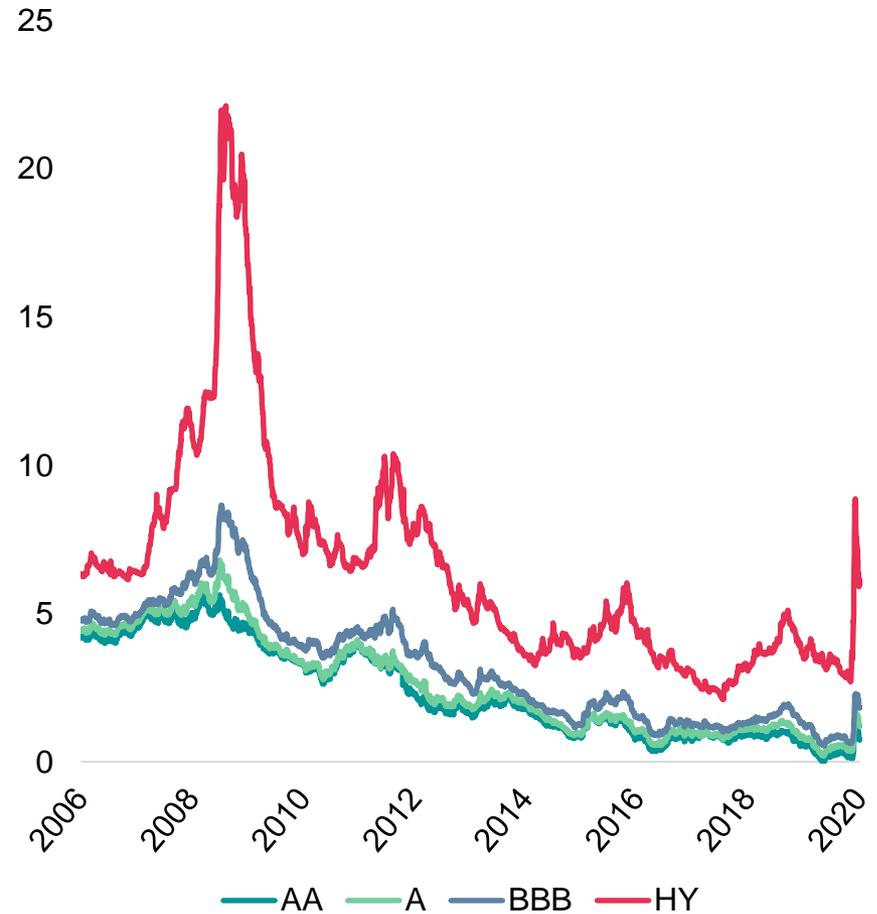
FUITE MASSIVE VERS LA LIQUIDITÉ ET LA SÉCURITÉ

Marchés actions
(indices MSCI)



Source : Crédit Agricole SA / ECO

Marchés obligataires *corporate*
(IBOXX Euro, rendement)



Source : Crédit Agricole SA / ECO

COVID-19, UN CHOC SANS PRÉCÉDENT

- 1 UN TRIPLE CHOC
- 2 UNE RÉPONSE RAPIDE ET MASSIVE
- 3 LA FRANCE FACE À LA CRISE



AUX GRANDS MAUX, LES GRANDS REMÈDES

LES BANQUES CENTRALES À LA MANŒUVRE

	Monde			
	<ul style="list-style-type: none"> • FED : baisse entre 0 et 0,25% • BOC : baisse son taux directeur 3 fois en 1 mois jusqu'à 0,25% • PBoC : baisse des taux et injections de liquidité sur le marché monétaire 	<ul style="list-style-type: none"> • FED : programme de rachat de titres du Trésor et de MBS pour un total de 700 Mds USD • BOC : lance le premier programme de rachats d'actifs de son histoire • BOJ : rachat d'actifs notamment ETFs à hauteur de 165 Mds € 	<ul style="list-style-type: none"> • Report de la réforme bancaire de Bâle III d'un an • FED, BCE, BOJ, BOE, BOC ont assoupli les conditions auxquelles elles échangent des devises entre elles → garantie d'un approvisionnement suffisant des marchés en dollars 	<ul style="list-style-type: none"> • FED : mise en place de différentes facilités pour apporter de la liquidité aux marchés endommagés ou des financement à l'économie pour un montant total de 2 300 Mds USD
	Baisse des taux directeurs	QE – Rachat d'actifs	Allègement réglementaire	Liquidité et financement
	<ul style="list-style-type: none"> • BCE : maintien des taux à 0% • BOE : ramène son taux directeur principal de 0,75 % à 0,25 % 	<p>BCE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan de rachat d'obligations publiques et privées de 750 Mds € • Augmentation temporaire du programme de QE de 120 Mds €, jusqu'à la fin de l'année, principalement ciblé sur le PSPP (secteur privé) 	<p>BCE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Relâchement temporaire des règles comptables IFRS9 • Révision de la règle d'or sur les exigences de fonds propres imposées aux banques <p>Autres</p> <ul style="list-style-type: none"> • Relâchement intégral sur le coussin de fonds propres bancaires contra-cyclique 	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions des TLTRO assouplies : capacité de prêts de 3 000 Mds € à des taux subventionnés jusqu'à -25 pdb en dessous du taux de dépôt
	France - Europe			

AUX GRANDS MAUX, LES GRANDS REMÈDES

LES ÉTATS EN 1^E LIGNE, L'EUROPE À LA TRAÎNE

Des mesures budgétaires à hauteur d'environ 2% du PIB pour soutenir les économies (en sus de l'impact des stabilisateurs automatiques). Soutien à la liquidité d'au moins 10% du PIB sous forme de système de garanties publiques et de report de charges sociales et fiscales.

– **Au niveau national :**

- **Mesures budgétaires temporaires pour soutenir le système de santé**
- **Soutien à la liquidité pour les entreprises :** surtout PME et secteurs sévèrement impactés : report de charges, garanties publiques de nouveaux prêts, suppression pénalités de retard pour les marchés publics, ...
- **Soutien à l'emploi :** chômage partiel, prolongation indemnités maladie et chômage, report IR

– **Au niveau européen :**

- **Initiative Investissement de la CE : 37 Mds € de réallocation des fonds de cohésion et 28 Mds € de fonds structurels** pour les dépenses liées au système de santé, aux PME et au marché du travail
- **BEI : 200 Mds€ levés grâce à une garantie 25 Mds €** pour apporter des financements aux entreprises, notamment aux PME
- **MES : 240 Mds €** pour financer des dépenses de santé liées au Covid
- **CE : 100 Mds € levés avec une garantie de 25 Mds €** pour le programme SURE de financement des mesures de chômage partiel
- En discussion un fonds de relance pour financer le redémarrage des économies européennes

- **Activation de la clause dérogatoire générale :** règles budgétaires momentanément suspendues

Mesures				
	ITA	FRA	ALL	ESP
Fonds de solidarité TPE, Indépendants, artisans, commerçants	Oui	Oui	Oui	NC
Mesures de chômage partiel	Oui	Oui	Oui	Oui
Congé parental, chèques pour garde d'enfant	Oui	Oui	Oui	Oui
Baisse temporaire cotisations	Oui	Oui	Oui	Oui
Moratoire généralisée du paiement des prêts pour les personnes à faible revenu et pour les travailleurs en chômage partiel	Oui	NC	Oui	Oui
Moratoire du paiement des prêts pour les entreprises en difficulté	Oui	Oui	Oui	NC
Report des charges sociales et fiscales	Oui	Oui	Oui	Oui, PME
Suspension du paiement des factures d'électricité, gaz et eau	Oui	Oui, PME	Oui	Oui
Prise de participation de l'Etat, nationalisation	Oui	Oui	NC	Oui
Montant	66 Mds€	110 Mds€	156 Mds€	44 Mds€
Garanties publiques sur les prêts aux entreprises y compris celles octroyées par les banques publiques de développement (BPI, CDP, KfW)	Oui	Oui	Oui	Oui

Web conférence

ECO

ÉTUDES ÉCONOMIQUES GROUPE

CA CRÉDIT AGRICOLE
LOIRE HAUTE-LOIRE

COVID-19, UN CHOC SANS PRÉCÉDENT

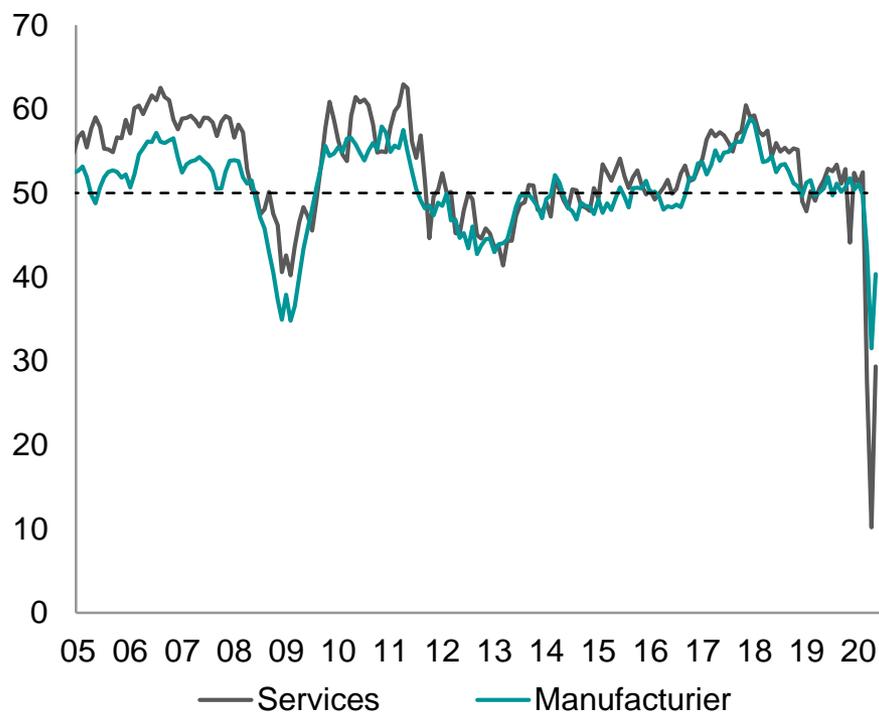
- 1 UN TRIPLE CHOC
- 2 UNE RÉPONSE RAPIDE ET MASSIVE
- 3 | LA FRANCE FACE À LA CRISE



FRANCE - LA CROISSANCE À L'ARRÊT

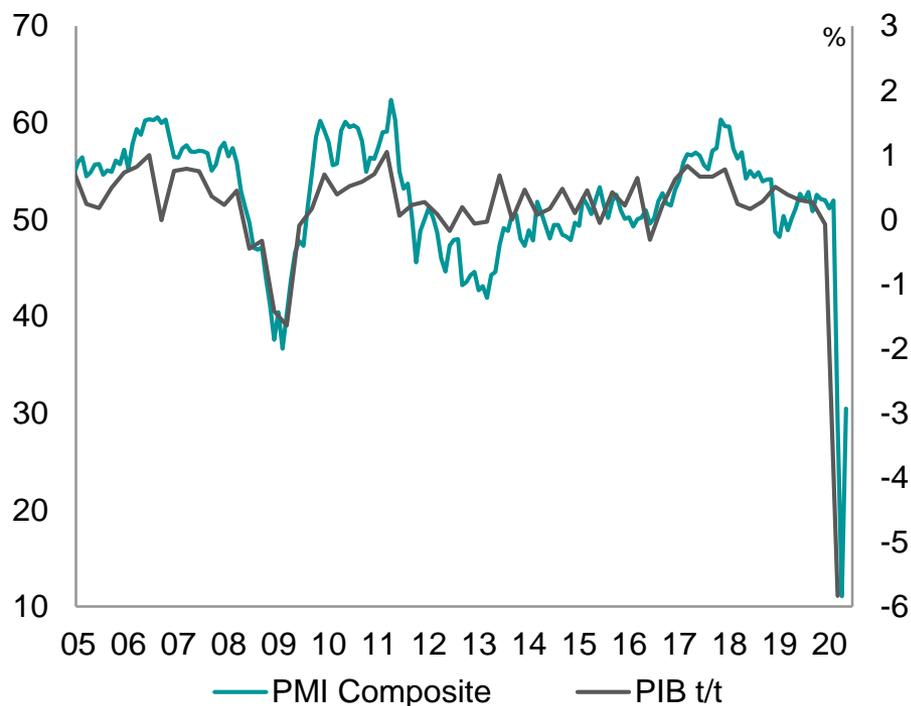
BAISSE RECORD DU CLIMAT DES AFFAIRES ET DU PIB

Climat des affaires dans l'industrie et les services



Source : PMI IHS Markit; Crédit Agricole SA / ECO

PMI composite et croissance du PIB



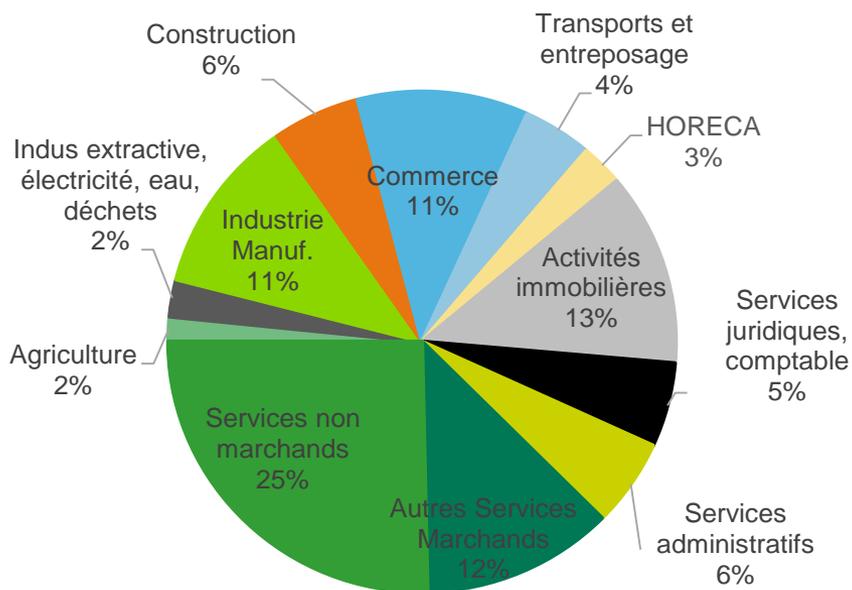
Source : IHS Markit; INSEE; Crédit Agricole SA / ECO

- Le climat des affaires est au plus bas depuis la création de la série en 1998.
- Au premier trimestre, le PIB connaît un recul record de 5,8%, le pire reste pourtant probablement à venir.

FRANCE - LA CROISSANCE À L'ARRÊT

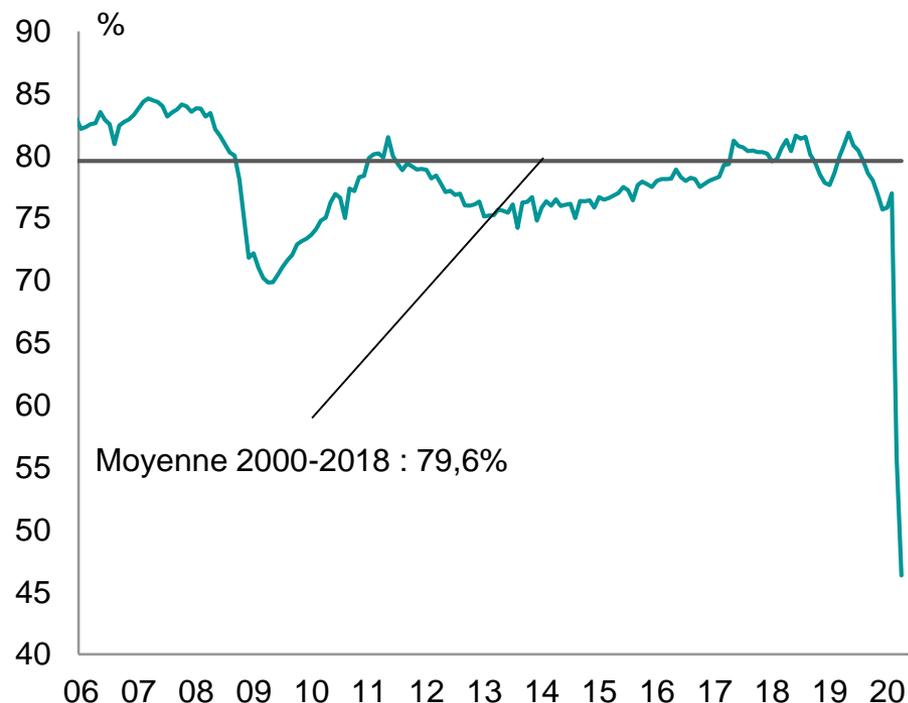
LA CRISE TOUCHE L'ENSEMBLE DES SECTEURS

VA par branche



Source : Banque de France; Crédit Agricole SA / ECO

Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie



Source : Banque de France; Crédit Agricole SA / ECO

- **Impact direct sur les chaînes de production.** Difficultés d'approvisionnement en biens intermédiaires (secteur : industrie et en particulier pharmacie, chimie). Baisse de l'offre de travail avec les fermetures d'écoles.
- Toutes les prévisions reposent sur des hypothèses discutables et dépendantes de la durée de l'épidémie et des mesures prises pour l'endiguer. **L'incertitude est donc très forte.**

3

ESTIMATION DU COÛT D'UN MOIS DE CONFINEMENT

APPROCHE PAR LA PRODUCTION

Secteurs d'activité	Calcul INSEE (23/04)		
	% PIB	Perte mensuelle (%)	Contribution à la perte (points de PIB)
Agriculture	2	- 13	- 0,2
Industrie	14	- 39	- 5
Construction	6	- 79	- 4
Services marchands dont :	56	- 38	- 22
- Commerce	10	- 55	- 6
- Hébergement & restauration	3	- 91	- 3
- Activités financières	4	0	0
- Activités immobilières	13	- 2	- 0,2
Services non marchands (éducation, santé, administration)	22	- 14	- 3
Total	100	- 35	35

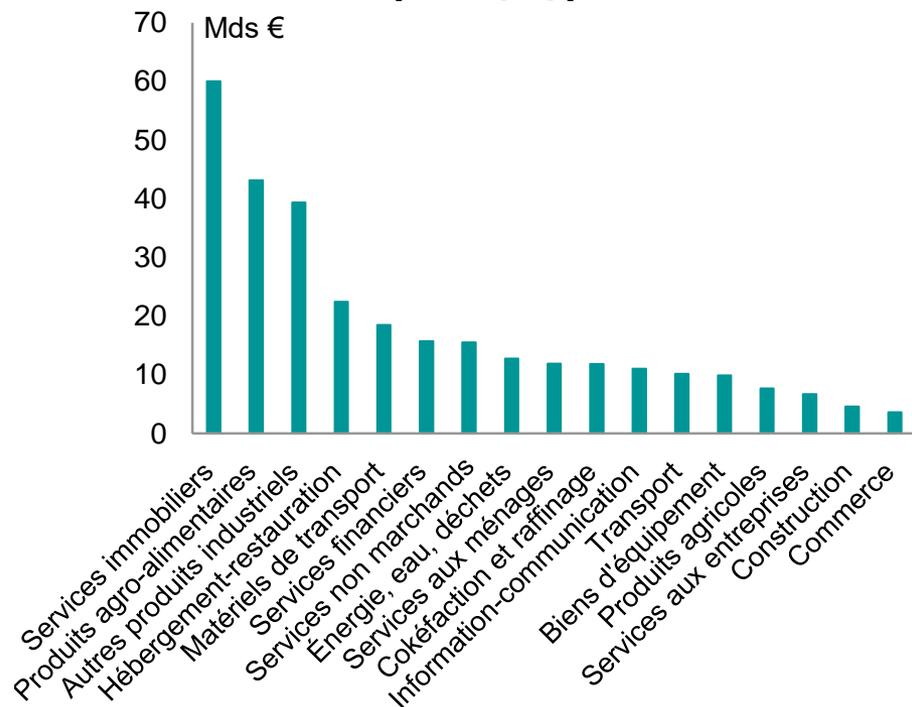
Source : INSEE, Crédit Agricole SA / ECO

- Afin d'estimer l'impact négatif sur l'activité économique, nous avons mis en place des hypothèses sur les baisses d'activité par secteur et la durée du confinement.
- Après s'être contracté de 5,8% au premier trimestre avec seulement 2 semaines de confinement, le PIB pourrait reculer d'au moins 16% au deuxième trimestre compte tenu des 6 semaines de confinement et d'une reprise graduelle de l'activité entre mi-mai et fin juin.

FRANCE - LA CROISSANCE À L'ARRÊT

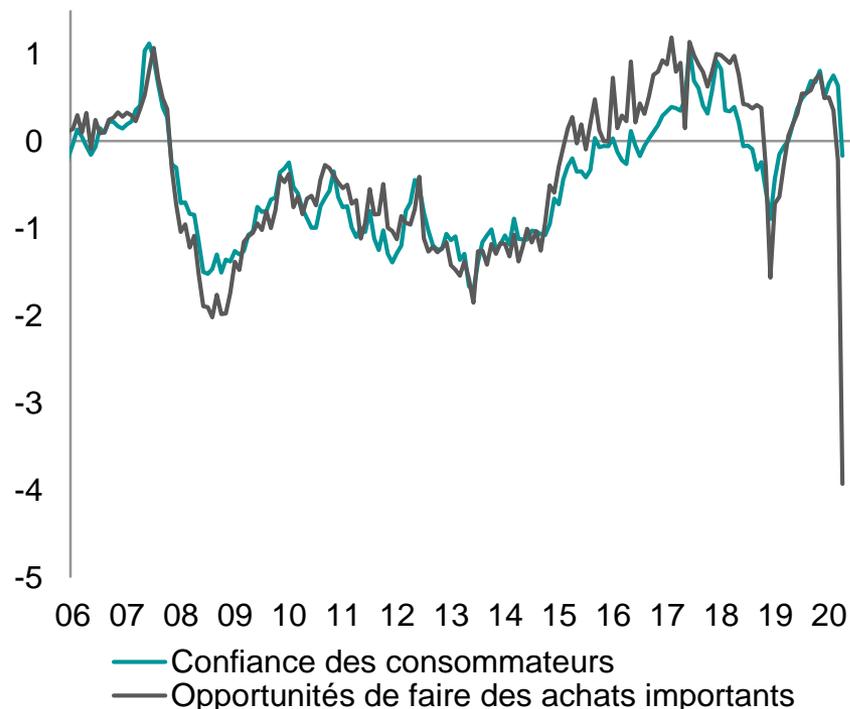
CORONAVIRUS : ESTIMER L'IMPACT DOMESTIQUE

Consommation des ménages par branche (T4 2019)



Source : INSEE, Crédit Agricole SA / ECO

Confiance des consommateurs, indicateurs normalisés



Source : INSEE, Crédit Agricole SA / ECO.

- **Impact direct sur la consommation** lié à une moindre confiance des ménages et à une baisse de la demande domestique. L'impact est aggravé sur certains secteurs par les mesures de confinement. Secteurs touchés : services de transport, tourisme, restauration, vente de biens durables et d'équipement, ...
- Les consommateurs adoptent des comportements de précaution et l'épargne augmente fortement.

FRANCE - MESURES DE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE

DÉPENSER SANS COMPTER POUR SOUTENIR L'EMPLOI ET LES ENTREPRISES

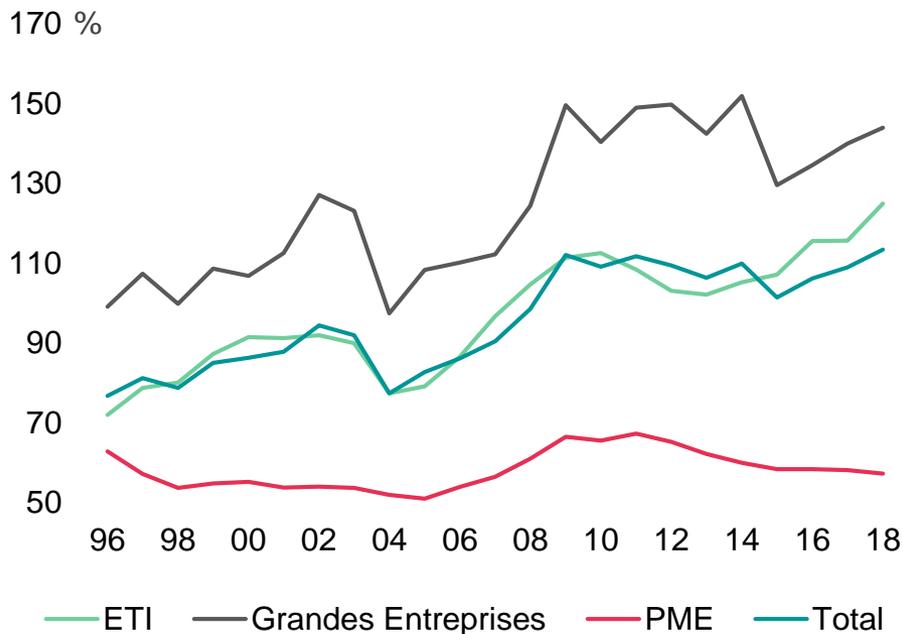
Principales mesures	Coût (première estimation)
Soutien direct de la BPI aux entreprises	3 Mds €
Facilitation du recours au chômage partiel.	Au moins 24 Mds € pour 2 mois
Reports de paiement des impôts et des cotisations sociales, et annuler les impôts et charges pour les entreprises les plus touchées et menacées de disparition.	Autour de 40 Mds € en effort de trésorerie (voire perte sèche) pour l'Etat
Suspension des factures « de gaz, d'eau, d'électricité, des loyers » pour les entreprises et indépendants.	Non chiffré mais pas un coût pour l'Etat
Création d'un fonds de solidarité pour soutenir les commerçants et les indépendants perdant 50% de leur CA qui pourront toucher au moins 1 500 € par mois.	7 Mds€
Aide d'urgence pour les familles modestes	1 Md €
Indemnités pour parents sans solution pour la garde de leurs enfants.	2 Mds €
Rehaussement de l'Ondam (dépenses d'assurance maladie)	8 Mds €
Prise de participations, montées en capital voire nationalisations	20 Mds €
Protection des entreprises exportatrices via la prolongation des assurances-prospection, 2 Mds € d'assurance crédit et le renforcement des garanties de BPI Assurance Export (portées à 90% et élargies aux ETI)	NC
Enveloppe de 300 Mds € de prêts bancaires des entreprises garantis par l'Etat	NC
Hausse des garanties BPI de 40% à 90% et extension aux ETI	NC
Garantie publique de 10 Mds € pour les crédits interentreprises (assurance-crédit)	NC
Total	Autour de 110 Mds €

- Au 20 Avril, 55 milliards de PGE ont été demandés par 290 000 entreprises depuis le 25 mars.
- Ces mesures pourraient également être suivies d'un plan de relance par l'investissement dont les contours n'ont pas été précisés.
- Le déficit public atteindrait ainsi 9% du PIB en 2020 et la dette publique passerait à 115% du PIB.

PRÉPARER LA REPRISE

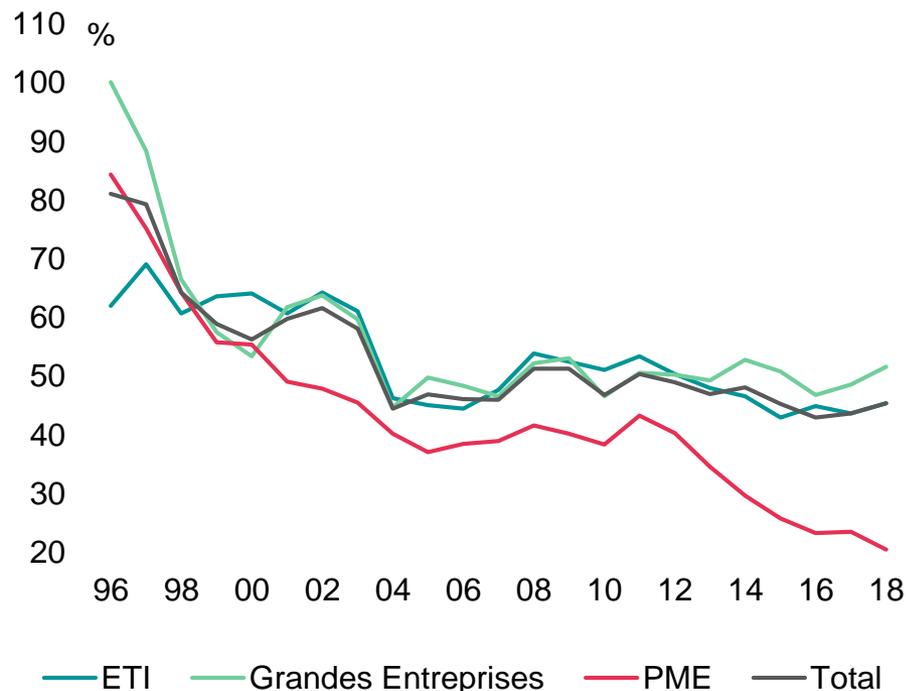
LIMITER LE NOMBRE DE FAILLITES

Taux d'endettement (sur VA)



Source : Banque de France, Fiben, Crédit Agricole S.A.

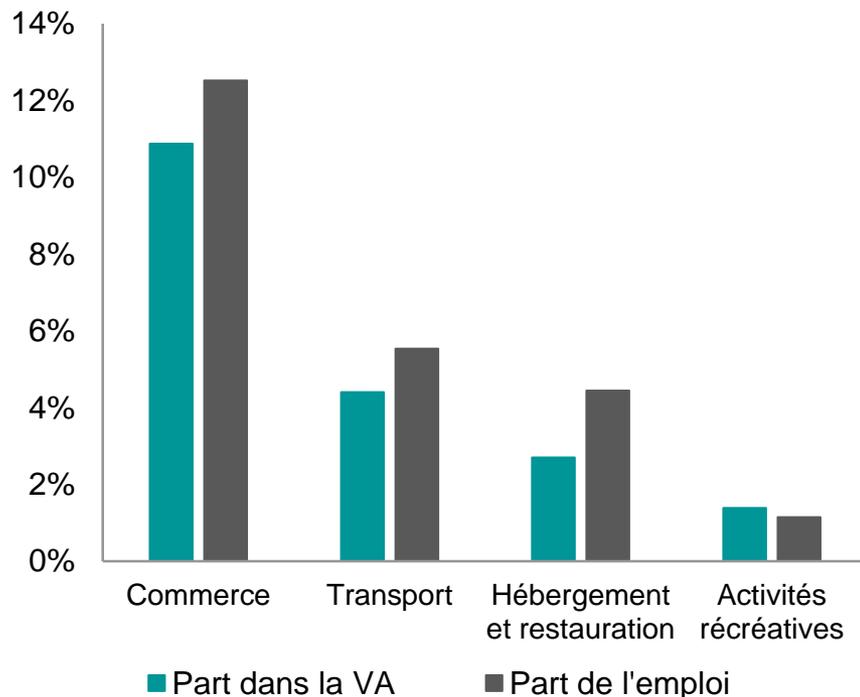
Taux d'endettement financier net



Source : Banque de France, Fiben, Crédit Agricole S.A.

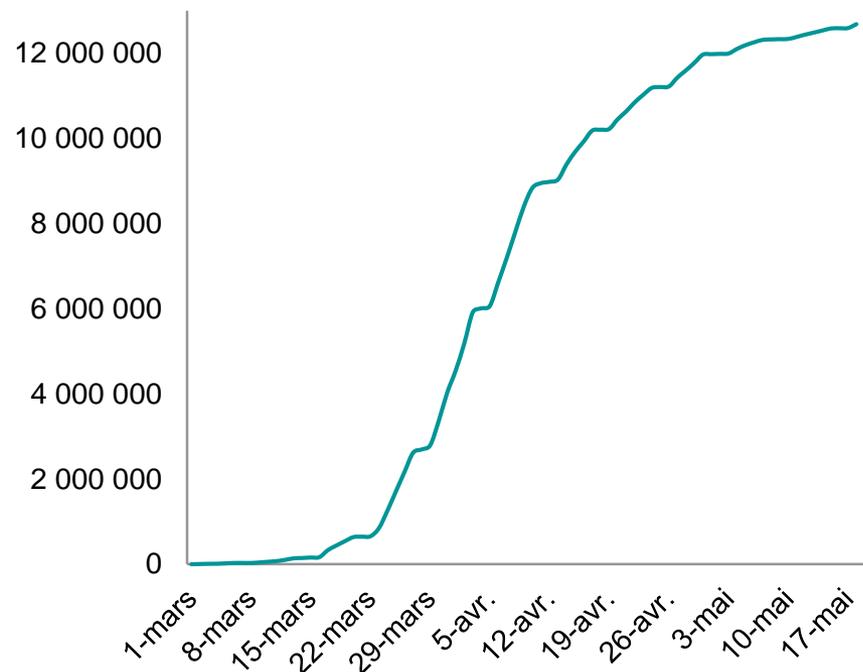
- Taux d'endettement des entreprises élevé en France à 130% de la VA fin 2019. Dans la base FIBEN de la Banque de France, le taux d'endettement des PME est faible, 57% de la VA en 2018, et en baisse régulière. La dette des PME atteint 490 Mds € en 2019, soit 32% de l'ensemble de la dette des SNF.
- Le taux d'endettement net des entreprises (en retranchant les liquidités, estimées par le poste dépôts et numéraire) est proche de 45% de la VA. Il n'est que de 21% pour les PME et baisse nettement sur les années récentes.

Part dans la VA et l'emploi des secteurs les plus touchés



Source : INSEE, Crédit Agricole SA / ECO.

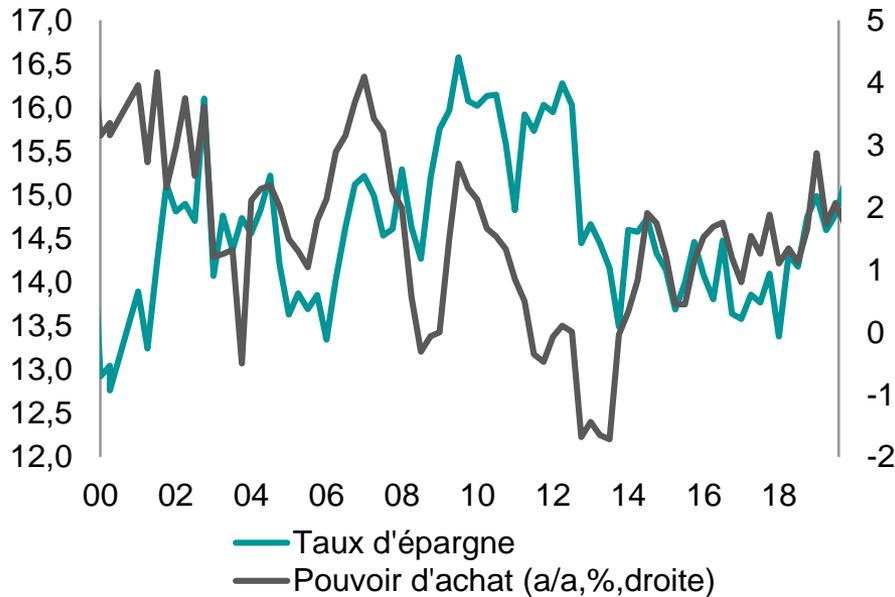
Nombre de salariés couverts par le chômage partiel



Source : INSEE, Crédit Agricole SA / ECO.

- Préserver l'emploi est primordial pour permettre une reprise de l'économie à la fin de la crise.
- 800 000 entreprises sont concernées par les mesures de fermeture des commerces non indispensables, pour 2 millions de salariés selon la ministre du Travail.
- Au 18 mai: 1 315 000 demandes de chômage partiel pour 12,3 millions de salariés, soit environ deux tiers des salariés du privé.

Taux d'épargne et gains de pouvoir d'achat



Source : INSEE, Crédit Agricole SA / ECO

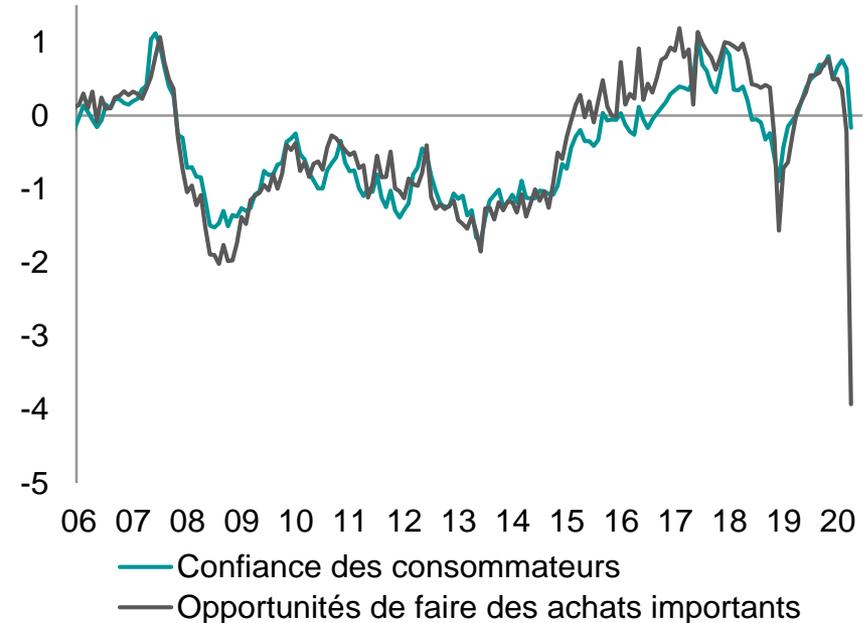
Avant la crise

- **Taux d'épargne élevé**, proche de 15% du revenu, renforcé en 2019 par les gains marqués de pouvoir d'achat.
- **Flux global de placements marqué** et en forte hausse, 140 Mds € environ en 2019 (100 Mds € par an en moyenne en 2004-2018).
- **Préférence pour les dépôts à vue et les livrets bancaires**, 46 Mds € et 32 Mds € en 2019, soit 56% du flux total.

Post-crise

- Recul limité des revenus et consommation réfrénée (en baisse d'environ 8% en 2020) entraînent une épargne « forcée » évaluée autour de 100 Mds € d'ici fin 2020.
- **L'ampleur de la reprise de l'activité dépendra de l'utilisation de cette épargne forcée qui pourrait booster la consommation en sortie de crise** (levier de reprise lié à ces effets de rattrapage).

Confiance des consommateurs, indicateurs normalisés



Source : INSEE, Crédit Agricole SA / ECO.

Web conférence

ECO

ÉTUDES ÉCONOMIQUES GROUPE



CRÉDIT AGRICOLE
LOIRE HAUTE-LOIRE



**MERCI DE VOTRE
ATTENTION**

POUR PLUS D'INFORMATIONS,
RENDEZ-VOUS SUR NOTRE SITE
EN **CLIQANT ICI.**

1.822
3.680
1.062
485
8.569
6.602
890
6.280
2.436

01